



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## LE MEXIQUE EN 2010 À L'AUNE DES IDÉAUX DE L'INDÉPENDANCE ET DE LA RÉVOLUTION

Isabelle Rousseau

(professeur au Colegio de México, chercheur associé au CERI-Sciences Po)

2010 aura été une année phare pour l'Amérique latine : neuf pays ont commémoré leur indépendance. Le Mexique a doublé la mise : deux mois après les fêtes de l'indépendance (15 et 16 septembre), il a célébré le 20 novembre le centenaire de sa Révolution (1910-1917). Ces deux événements (indépendance en 1810 et Révolution de 1910) ont marqué pour cette nation le début de guerres civiles longues, extrêmement sanglantes et dévastatrices : plus de 300 000 morts durant les conflits de la Révolution sans compter la destruction d'infrastructures et de l'industrie florissante sous le Porfiriat (régime autoritaire de Porfirio Diaz, 1876-1910). Certes, ces conflits ont aussi engendré un ordre nouveau sur les plans politique, économique et social.

Malgré les graves problèmes que connaît actuellement le pays (récession économique dont il sort avec peine et escalade vertigineuse de la criminalité et de la violence), le gouvernement de Felipe Calderón n'a pas hésité à engager l'équivalent de 35 millions d'euros dans le défilé somptueux du 15 septembre pour tenter de rassembler et de réanimer une société divisée et faire oublier la morosité du quotidien. Une fois passée l'ivresse des festivités, il est temps de faire le point. Jusqu'où les grandes promesses de ces deux mouvements d'insurrection ont-elles été tenues ? Jusqu'à quel point les idéaux qui ont animé la Révolution, au gré des différentes rébellions qui se sont succédées entre 1910 et 1917 (démocratie, répartition des terres, législation ouvrière et souveraineté sur les biens du sous-sol), se sont-ils concrétisés ?

Durant plus de soixante-dix ans, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) – formation hégémonique, héritière du mouvement insurrectionnel du début du XX<sup>e</sup> siècle – a érigé la Révolution en véritable mythe. Avec l'alternance et l'arrivée au pouvoir en 2000 du Parti d'action nationale (PAN), première formation d'opposition, proche de l'Eglise catholique et des entrepreneurs, les bienfaits de l'héritage révolutionnaire ont été passés au crible. Pour beaucoup d'analystes politiques, outre le coût économique énorme que ce long conflit a représenté pour le pays, la Révolution a retardé l'avènement de la démocratie et la formation d'une conscience civique au Mexique. Tous – y compris ses détracteurs les plus féroces – reconnaissent cependant ce que le pays doit à la Révolution.

Le PRI a réussi à construire, au long du XX<sup>e</sup> siècle, un régime certes autoritaire mais remarquablement stable qui a garanti la paix dans une région du monde marquée par les *pronunciamientos*, les guerres civiles et les guérillas. Il a également réussi à contrôler les pouvoirs régionaux et, sous l'égide d'un vigoureux corporatisme d'Etat, à unir tous les secteurs de la société, assurant par là même le développement économique du pays et la naissance d'une classe moyenne. Parallèlement, ce régime a forgé les symboles autour desquels la nation mexicaine se reconnaît, édifié des institutions sociales en vue de réduire les inégalités, réparti les terres auparavant aux mains des latifundistes et développé une industrie nationale (dont le secteur pétrolier est le meilleur exemple). Ce legs a permis au Mexique de devenir à la fin du XX<sup>e</sup> siècle une nation moderne, peuplée aujourd'hui de 112 millions

d'habitants dont 76,55% vivent dans des villes, un pays dynamique qui a su s'ouvrir politiquement et économiquement. En 1994, Mexico a signé l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain entre les États-Unis, le Canada et le Mexique) et en 2000, la transition démocratique s'est effectuée sans heurts. Certes, le bilan de l'ALENA est mitigé pour l'économie mexicaine mais cet accord a permis l'essor des entreprises capables d'exporter et stimulé les investissements étrangers (en moyenne 20 milliards de dollars annuels depuis l'an 2000). À ce jour, le Mexique est la quatorzième économie mondiale et, en termes d'exportations, le deuxième partenaire des États Unis (derrière le Canada mais devant la Chine).

Malheureusement, les points négatifs sont nombreux. Un siècle plus tard, les principales exigences des révolutionnaires (justice sociale et démocratie notamment) n'ont toujours pas été satisfaites.

La justice sociale reste le problème numéro un. La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) estime que 31,7% de la population mexicaine vit au-dessous du seuil de la pauvreté. En outre, les disparités sociales sont parmi les plus élevées d'Amérique latine. Malgré la réforme agraire engagée dans les années 1930, les gouvernements post-révolutionnaires n'ont pas su rompre le lien entre paysannerie et pauvreté ni celui existant entre communautés indiennes et marginalité. L'émigration des ruraux vers les métropoles, souvent suivie de leur départ de façon illégale vers les États Unis (on estime à 300 000 les Mexicains qui franchissent clandestinement le Rio Grande chaque année) restent des palliatifs peu satisfaisants qui remettent en question le modèle de développement du pays.

Par ailleurs, la démocratie, principale exigence du « mouvement contre la réélection » créé par Francisco I. Madero (contre la menace d'une septième réélection de Porfirio Díaz) à l'origine de la rébellion de 1910, doit encore être perfectionnée sur de nombreux points. L'élection, en décembre 2000, du candidat du PAN (Vicente Fox) qui a renversé le PRI au pouvoir depuis plus de soixante dix ans, avait pourtant suscité de grandes espérances. Certes les institutions électorales ont été renforcées mais, trop souvent, les résultats électoraux sont remis en question par les perdants qui dénoncent la fraude. Bien sûr, le pluralisme partisan est désormais bien établi : les trente deux états du Mexique ont été gouvernés tour à tour par des forces politiques distinctes. Néanmoins, les différents partis, encore

empreints de culture autoritaire, ont du mal à dialoguer. Depuis dix ans sévit une forte paralysie législative qui nuit à la conduite des affaires économiques et sociales du pays et jette le discrédit sur la politique (hommes et partis inclus). Pire, la transition politique, menée par des équipes inexpérimentées, a été caractérisée par l'improvisation et le pragmatisme. Loin de s'atteler à redessiner l'architecture institutionnelle et à mettre en place une véritable réforme de l'Etat (renvoyée aux calendes grecques), les nouvelles administrations se sont contentées de diminuer considérablement le pouvoir concentré auparavant dans les mains du président de la République et d'accélérer la décentralisation du pouvoir sans jamais remplacer ou remodeler les institutions de l'ancien système rendues inopérantes. Elles ont ainsi cherché à affaiblir les anciens bastions du PRI dans le gouvernement (notamment le ministère de l'Intérieur) sans se rendre compte que, ce faisant, elles réduisaient leur propre capacité d'action. Par ailleurs, les politiques engagées pour remédier aux principaux défauts des gouvernements priistes n'ont pas été véritablement efficaces. Ainsi le Mexique est loin d'être un État de droit : la corruption (entre 2009 et 2010, le Mexique est passé de la 89<sup>e</sup> à la 98<sup>e</sup> place dans le classement annuel réalisé par Transparency International) et l'impunité (97,9% des crimes commis restent impunis) continuent à sévir tandis que le vieil adage en vigueur durant la colonisation *Acato pero no cumpro* (j'acquiesce mais je n'obéis pas) reste de mise.

L'incapacité de l'Etat à faire face à ces différents problèmes explique l'escalade de la violence et de la criminalité. Le cas de la sécurité publique est exemplaire. Progressivement, le gouvernement a désarticulé le contrôle policier, aussi viciées que celles-ci aient pu être du temps du PRI. Mais, parallèlement, il n'a pas su coordonner efficacement les nouveaux services en charge de la sécurité qu'il a mis en place. Par conséquent, le crime organisé a pu prospérer sans entrave. Bien sûr, d'autres facteurs ont accompagné et alimenté son expansion : les politiques laxistes des Etats-Unis, principaux consommateurs mondiaux, vis-à-vis de la drogue ; le marché des armes dont une partie est écoulée au Mexique ; la redéfinition du positionnement des principaux cartels de la drogue en Amérique centrale et en Colombie et l'absence de perspectives d'avenir d'une grande partie des jeunes sans compter l'indolence passée du PRI devant l'expansion des trafiquants de drogue. Par ailleurs, la guerre frontale que le président Calderón a déclarée au crime

organisé depuis son élection en 2006 et le recours (temporaire ?) à l'armée dans la lutte contre les cartels sont fortement critiqués par une partie importante de l'opposition. Celle-ci soutient que cette guerre serait à l'origine de la croissance exponentielle des meurtres extrêmement violents (30 000 durant ces quatre dernières années).

Devant cette spirale de l'insécurité, des rumeurs circulaient depuis plus d'un an autour de la possibilité du déclenchement d'une nouvelle guerre civile en 2010. Mais contrairement à 1810 et 1910, nous ne sommes pas aujourd'hui face à une insurrection : les cartels et autres groupes du crime organisé ne cherchent pas à s'emparer du pouvoir politique, ils veulent seulement continuer à faire leurs affaires en toute impunité. On notera que pour la première fois cette année, le gouvernement a engrangé plusieurs succès avec l'arrestation (ou la mort) d'importants barons de la drogue.

Peut-on encore espérer un sursaut salutaire de la population – et d'abord de la classe politique – pour redresser la situation, entreprendre les grandes réformes nécessaires à un développement équitable du pays et, à l'exemple de la Colombie, établir un pacte national pour affronter le crime organisé ? Ou bien l'inertie de la classe politique et le profond ressentiment des groupes sociaux marginalisés ne vont-ils pas alimenter le climat actuel de violence qu'à terme seule une intervention à grande échelle de l'armée, déjà présente dans la lutte contre les trafiquants de drogue, pourrait juguler ? Le Mexique est véritablement à la croisée des chemins.